



Edouard Husson, *Paris-Berlin. La survie de l'Europe*, Paris, Gallimard, 2019. ISBN 9782072855306, 23€.

Un historien traite à nouveau un sujet, l'Allemagne vue de France et d'Europe, qu'il a abordé dans d'autres ouvrages sous différents angles, des traités de paix qui suivirent la Première Guerre mondiale à l'actualité (comme ici) en passant par la Shoah. La rédaction de cet ouvrage qui n'évite ni longueurs ni redites a été terminée début septembre 2019. Certains développements n'ont pu être anticipés, par exemple le score de l'AFD en Thuringe, la victoire électorale de Boris Johnson et la contestation de la réforme des retraites en France, mais cela ne nuit en rien à l'argumentation. Trois parties équilibrées, « L'héritage », « Le moment Merkel », « Les repères bouleversés ». Une introduction, une conclusion générale, un index des noms cités, et pas de bibliographie, les échos de rencontres personnelles, une tendance à vanter les grands germanistes passés, ainsi Charles Andler ou Edmond Vermeil, jamais vraiment cités, pour mieux déplorer le déclin des études germaniques en France, une propension à citer des auteurs allemands ou anglo-saxons, notamment (mais seulement deux fois...) Ian Kershaw, le « maître » de l'auteur, connu notamment pour une biographie de Hitler fondée sur le concept de charisme popularisé par Max Weber. Joseph Rovin est cité deux fois pour une seule formule très connue : « l'Allemagne de nos mérites » (exergue et p. 30) et jamais Alfred Grosser, ce qui est manifestement un choix délibéré et choquant. On pourrait d'ailleurs opposer à ce constat polémique que si les études germaniques sont effectivement en triste état, la récente réforme du collège leur ayant donné le coup de grâce et l'allemand étant certes devenu une « langue rare », partout fleurissent cependant en France des études de toutes sortes sur notre voisin, science politique, économie, idées, littérature, arts, etc. Par ailleurs l'heure des grandes synthèses est sans doute passée de même que l'idée qu'il existe deux entités clairement définies qui s'affrontent ou se comparent en tout, du nom de France et d'Allemagne. Des inexactitudes, nous nous contentons d'en relever quelques-unes : *Ossi* et *Wessi*, telle est l'orthographe allemande ; Franz Josef Strauss n'a été premier ministre de la Bavière que de 1978 à 1988, cet Etat - et la Saxe et la Thuringe d'ailleurs - portent un nom donné par la gauche en 1918 (Kurt Eisner le 8 novembre 1918), celui de *Freistaat*, qui ne signifie pas vraiment « Etat libre », mais est le néologisme proposé par Adelung (1798) et Campe (1806) pour notre « République ». *Ein Problem aussitzen* n'est pas une expression d'Helmut Kohl pour son art de la négociation, elle est celle que la presse donna à l'attitude d'un chancelier à la fois colérique et maître du temps, notamment durant l'affaire Kiessling. *Aussitzen*, c'est rester assis, ne pas réagir, tandis que l'indignation et l'agitation causées par un scandale s'épuisent. *Anschuldigung* (p. 366) ne veut pas dire « culpabilisation » (d'après le contexte il faudrait dire *Schuldgefühl* ou un équivalent) mais accusation. Nous ne partageons pas certains jugements. Edgar Quinet (p. 15) n'a pas idéalisé l'Allemagne, il fut tôt, très tôt même un adversaire résolu des Hohenzollern ! Que la république réagisse à la défaite de 1870 par des réformes, ce n'est pas de l'imitation servile, c'était nécessaire ! Certes, Jean Jaurès, tant vanté par l'auteur pour sa lucidité, a tenté une vision optimiste de l'Empire Hohenzollern, les faits lui ont donné tort (et ont donné plutôt raison à ses

adversaires de Franz Mehring à Charles Andler) : son geste était peut-être juste sur le plan politique, mais il n'a rien donné... La vision de la Première Guerre mondiale exprimée par l'auteur, paradoxalement, est d'ailleurs plutôt conforme à l'idée banale d'un conflit arrivé par accident et mal terminé par des traités injustes qui ne font que préparer le prochain conflit (Keynes est repris et résumé, l'auteur l'a édité...) : à aucun moment ne vient à l'auteur l'idée que l'Europe composée d'Etats-nations démocratiques qui est au cœur de ses préoccupations n'existerait pas sans la victoire de l'Entente et la politique française de 1918-1919... La polémique contre le « philogermanisme » présumé des professeurs de philosophie français (p. 37) n'est certainement pas généralisable, elle est en soi parfaitement injuste, on n'ose évoquer ici le Maurice Barrès du roman *Les Déracinés* et son antirépublicanisme xénophobe. Par ailleurs, si l'on veut trouver des responsables à l'échec des traités de paix (sans doute imparfaits) d'après 1918, il nous semble tout de même plus raisonnable d'aller chercher du côté des nationalismes en Europe, en Italie, en Allemagne, un peu partout ailleurs, et par un rapport de forces général favorable à ces nationalismes. Un traité de paix plus doux (il le fut bien plus que la situation faite à l'Allemagne « de nos mérites » d'après 1945 !) aurait rendu à la France l'Alsace et une partie de la Lorraine, aurait prévu le paiement de quelques réparations (combien l'Allemagne a-t-elle payé au total ?), aurait restitué la Pologne et donné l'indépendance à d'autres Etats... et n'aurait sans doute en rien empêché les nationalismes de nuire et de se développer dans les conditions propices créées par la révolution russe, l'isolationnisme nord-américain, la république « sans républicains » de Weimar, etc., etc.

Alors que dire de ce livre ? Dans l'ensemble, du bien malgré tout, si l'on accepte une tendance naturelle à faire long et à mobiliser toutes sortes d'arguments pour illustrer les thèses avancées, au risque de simplifier à outrance. L'auteur connaît bien les élites françaises (parisiennes) et allemandes. Il y a des passages très intéressants, révélateurs et clairs : l'analyse du conflit en Ukraine, celle de l'attitude politique et économique de l'Allemagne (de ses élites), l'analyse (plusieurs fois répétée) de l'évolution électorale en Allemagne, l'art allemand de la négociation (ah oui !). Certaines analyses nous ont semblé plus obscures : que fallait-il faire pour la Grèce ? Donner raison à Schäuble (sortie de l'Euro) – solution apparemment favorisée par l'auteur – que l'opinion publique grecque de gauche et de droite se représente (certainement à tort) comme une incarnation du « mauvais Allemand » ? Peut-on parler dans un livre intitulé *Paris-Berlin* d'un échec de l'intégration des migrants en Allemagne sans parler de l'échec en France ? Même réflexion pour le système scolaire... Au total, un livre infiniment supérieur à celui de certains hommes politiques français (J.-L. Mélenchon), mais plus juste que d'autres synthèses récentes, vantant les mérites de l'ordolibéralisme teinté de néo-libéralisme de Schröder et de Merkel. Une exception : *Made in Germany* (2013) de Guillaume Duval, jamais cité, et que nous avons présenté ici. La thèse centrale d'Edouard Husson, un double paradoxe : l'Allemagne (ses élites) veut tout régenter, y compris en prenant des initiatives solitaires (Yougoslavie, accueil des migrants, etc.) sans vouloir vraiment assumer quelque responsabilité que ce soit et passe son temps à reprocher à ses partenaires d'enfreindre les textes européens tout en produisant un excédent commercial qui dépasse et de loin la limite autorisée par les règles 1174/2011 et 1176/2011 (règles auxquelles le livre fait allusion, sans les citer). Et pourtant,

dit l'auteur, il faut garder l'Euro, en faire une monnaie vraiment commune avec tous les outils que cela suppose, et il faut garder l'Union européenne, cela va de soi. Si l'auteur pouvait réduire le volume de son ouvrage d'une bonne moitié, voire davantage, et corriger quelques détails et faire les adaptations nécessaires en fonction de l'actualité récente – ce type de synthèse vieillit très vite – nous lui souhaiterions de le faire traduire en allemand.
François GENTON.